



LA FRANCE ET DIEU

CHAPITRE IV

Le peuple qui par effet de groupe se laisse aller à justifier ses plus bas instincts envers ses persécuteurs, s'abaisse à reproduire ce qu'il condamnait chez les autres !

Les Révolutions

Je ne sais pas si nous devons dire heureusement ou malheureusement, mais de par son appartenance, par sa taille, et par sa position dans la vieille Europe, sans doute également par son climat tempéré et une géographie physique avantageuse, la France a souvent servi d'exemple pour de nombreux peuples. Il suffit d'ailleurs de regarder combien encore aujourd'hui, le tourisme international visite notre pays, pour percevoir sans en tirer pour cela de l'orgueil, l'intérêt qu'il symbolise dans le monde. Pour une majorité de ceux qui y recherchent des bases culturelles, leur intérêt pour l'ensemble de l'Europe est fort naturel, mais nous devons rester concrets et nous interroger pourquoi la France est-elle plus visitée que nos voisins comme l'Allemagne ou l'Angleterre ? Après la disparition progressive de l'empire romain, et la chute qui s'en suivit pour une majorité de l'Europe, ce fut du royaume franc, et en particulier par Charlemagne, que naquirent des structures chrétiennes stables qui allaient perdurer jusqu'à nos jours sur une grande partie de l'Europe. Plus proche de nous cependant, mais non moins perceptible par nos voisins directs, ainsi qu'une grande partie du monde colonisé par cette vieille Europe, fut la révolution de 1789.

Il est en effet incontestable, " c'est la Révolution française qui devait voir formuler, pour la première fois, l'idée d'une révolution, sociale à caractère communiste, dans le cadre de la Conspiration des Egaux ¹". Précurseur de tant d'autres mouvements de par le monde, elle permit la synthèse d'un certain Karl Marx, principal moteur de la révolution Soviétique de 1917. C'est pourquoi nous allons tenter de définir le contexte d'analyse de cet homme afin de nous en servir comme guide de réflexion.

1) **Conspiration des Egaux** : Conspiration dirigée par Babeuf contre le Directoire en 1796 et 1797. Le complot fut dénoncé et ses instigateurs furent guillotins.

Contrairement à notre voisin l'Angleterre, dont la royauté avait commencé depuis plusieurs siècles de " lâcher du lest " vers une monarchie parlementaire, la monarchie française s'était enfermée dans l'absolutisme, dont Louis XIV fut l'apogée. Après la révolution, cet absolutisme régressa certes de 1790 à 1792 puis de 1815 à 1848 au profit d'une monarchie constitutionnelle, mais ne fit jamais le pas complet vers le parlementarisme qui conduit à l'évolution " **Du roi souverain au peuple souverain** ".

Les monarchies parlementaires sont le fruit d'une longue mutation durant laquelle le pouvoir absolu du monarque est peu à peu conquis par la bourgeoisie. Initié par celle-ci qui met en place des parlements pour limiter le pouvoir royal, ce système politique, créé en Angleterre, servit de modèle à toutes les monarchies européennes. Aujourd'hui, le roi n'a qu'un rôle plus ou moins symbolique, c'est l'émanation du pouvoir populaire qui fixe son destin.

En Angleterre, pays considéré comme le berceau du parlementarisme et la référence des monarchies parlementaires, la mutation commença dès le XVe siècle. Des luttes incessantes et parfois violentes entre le pouvoir royal et celui du Parlement, finirent par profiter à ce dernier. Le glissement des compétences du souverain vers le peuple se fit de manière progressive, assurant ainsi la pérennité du système dans lequel le pouvoir royal est réduit à sa plus simple expression.

Cette stabilité fit de l'Angleterre l'état le plus en avance de toutes les nations européennes, en ce qui concerne la " révolution industrielle ", mais quel en fut le bénéfice pour les classes laborieuses ? De la campagne où elles vivaient mal car exploitées par des propriétaires terriens desquels elles dépendaient directement, ces classes souffrantes étaient passées à la ville, dans un élément encore plus hostile aux pauvres. Du peu de terre dont elles tiraient préalablement un minimum de survie en cas de famines, elles étaient devenues entièrement dépendantes de celui qui leur donnait du travail dans un capitalisme naissant, plus organisé à défendre le profit que les actions sociales.

Le problème que posait la rapidité de la croissance urbaine en Angleterre fut dramatiquement souligné par une épidémie de choléra en 1832, encore que l'épidémie fût parfois tout aussi meurtrière dans les campagnes. Les nouvelles villes industrielles étaient concentrées sur de très petites surfaces, car tout le monde allait travailler à pied. En ville, la surface dont disposait chacun était fonction de sa situation économique. La très petite fraction de la population qui possédait du terrain, sans doute moins de cinq pour cent dans une ville cotonnière, occupait souvent cinquante pour cent de la superficie totale. La population laborieuse vivait là où usines, routes, canaux, puis chemins de fer, le lui permettaient.

Le résultat était sordide : au XIXe siècle, les villes n'étaient que fumées et puanteurs, et coûtaient cher en loyers et en vies humaines à leurs habitants. Une maison convenable pouvait demander à un ouvrier spécialisé le quart de son revenu, et rares étaient les familles qui ne pouvaient jamais se l'offrir. Aussi, les taudis se multiplièrent au centre des villes, " nids à corbeaux " de Londres, caves de Liverpool et Manchester, " Chine " de Merthyr Tydfil, ou encore de nouveaux types d'habitations " régionales " selon l'imagination des propriétaires et spéculateurs, depuis les logements " dos-à-dos " du Yorkshire jusqu'aux minuscules " une pièce cuisine " et aux appartements " boyaux ", qui abritaient 70 pour cent des familles de Glasgow vers 1870.

Les conditions de logement étaient mauvaises, le système sanitaire pire encore. Les citadins les plus aisés pouvaient créer des commissions chargées de l'adduction d'eau, des égouts, de l'éclairage des rues et de la voirie, mais au détriment de leurs voisins plus pauvres. Bien souvent, les eaux usées d'un nouveau quartier des classes moyennes s'écoulaient dans les points d'eau qu'utilisait la population ouvrière.

Les conditions de vie y étaient très dures et très inégales, pour une grande majorité de la population, et ceci fit dire aux contemporains de Toynbee d'accord, avec Karl Marks, que jusqu'en 1848, l'industrialisation capitaliste n'avait pas amélioré la condition des classes laborieuses.

Cette progression aurait existé si la bourgeoisie anglaise avait été parfaitement intègre, et avait utilisé sa puissance à instaurer le parlementarisme, afin d'en faire profiter toutes les strates sociales. Il n'en était malheureusement pas ainsi et les classes dominantes se comportaient comme la monarchie contre laquelle elles luttèrent, face aux classes laborieuses qu'elles exploitaient.

Ce fut également le cas en France ! Car chez nous, comme en toute autre partie de l'occident, les bourgeois étaient déjà actifs, riches et puissants au moyen âge. Même si dans notre pays à dominante catholique, la Contre-Réforme avait étouffé la bourgeoisie pour près de deux siècles, le XVIIIe siècle s'était borné à la ranimer, en attendant sa résurrection complète au XIXe siècle. Mais le bourgeois de ce temps était un être fort divers, et il est bon d'en distinguer plusieurs types. Il y avait d'abord celui pour qui la bourgeoisie était un titre et non une fonction : le rentier, le " bourgeois de Paris " par exemple, dont l'activité économique restait nulle. Il était piquant de constater que les deux formules " vivre noblement " et vivre " bourgeoisement ", qui avaient l'air de s'opposer, signifiaient toutes deux vivre sans travailler.

Il y avait ensuite la bourgeoisie des offices, propriétaires de charges, qui constituait l'une des clientèles de la monarchie et qui était aliénée au système. Ces bourgeois, " officiers " étaient volontiers immobiles et conservateurs, engourdis dans le passé amoureux eux aussi de leurs privilèges et ils ne toléraient d'autre mouvement que celui des opinions.

Une troisième catégorie regroupait les médecins, les avocats, toutes les professions libérales. Ceux-là ne s'appuyaient qu'assez peu sur les institutions et sur l'argent. Ils se distinguaient autrement : par leur indépendance et par leurs compétences. C'est parmi eux que Diderot battit le rappel pour recruter sa " bourgeoisie encyclopédique ".

Enfin le quatrième groupe, était celui des professions commerciales : Les maîtres et les marchands, ceux qui fabriquaient et ceux qui vendaient, mais que l'on confondait le plus souvent, ne débordant pas du cadre de la petite entreprise; ceux qui produisaient sur une échelle plus vaste, et surtout les négociants, qui étaient vraiment reliés au circuit des échanges, formaient une bourgeoisie plus dynamique et déjà conquérante, mais où il ne faut voir qu'avec précaution les ancêtres de nos capitalistes.

De ces quatre catégories bourgeoises, les deux premières étaient inactives, et seule la dernière jouait un rôle essentiel dans l'économie.

Contrairement à sa puissante homologue anglaise qui avait pu se battre seule contre la monarchie, la chance de la " faible " bourgeoisie française, fut de ne pas être seule. Si elle trouva des complicités en dépit des antagonismes, du côté des privilégiés, elle possédait (malgré d'autres antagonismes) une " clientèle " dans le peuple des villes.

Le monde du travail du XVIIIe siècle, n'avait effectivement pas même une rudimentaire unité, ni l'ombre d'une conscience de classe. Les moins libres parmi les ouvriers étaient les " compagnons ", que liaient les règlements de la corporation et qui vivaient sous le toit même de leur patron, dans une proximité qui devenait vite une solidarité, si non une dépendance. Les ouvriers qui travaillaient dans les manufactures des grandes villes pouvaient peut-être ébaucher, par la seule vertu de leur rassemblement, une vague conscience prolétarienne. Mais les plus indépendants et les mieux armés étaient les artisans, qui travaillaient chez eux pour le compte du marchand ou du négociant et qui faisaient quelque fois figure de petits patrons en réunissant autour d'eux quelques compagnons. L'artisan n'en était pas moins assujéti au " capitalistes " dont il dépendait à la fois pour la matière première et pour le débouché commercial. Seuls ses instruments de travail lui appartenaient en propre.

La haine et la lutte auraient été chose possible entre l'ouvrier et le bourgeois, car tandis qu'au cours du siècle s'éleva le revenu bourgeois, le pouvoir d'achat populaire ne cessa de baisser. Mais la nature et les causes d'un tel contraste l'empêchèrent de dégénérer et changèrent le conflit virtuel en un autre conflit.

Les difficultés ou les misères de l'ouvrier ne tenaient pas tant à la faiblesse du salaire qu'au prix des denrées. Pendant de longues années, le taux du salaire demeura une constante, et l'ouvrier l'oublia pour se laisser fasciner par la variable dont la montée ou la baisse commanda les vicissitudes de son existence : la courbe des prix, et en particulier celle du prix du pain. Elle était la dépense primordiale qui dévorait à elle seule la moitié du revenu ouvrier. La conséquence fut qu'on songea beaucoup moins à réclamer une augmentation du salaire (revendication qui aurait opposé l'ouvrier à son employeur bourgeois) qu'à exiger une taxation des prix, ce qui détourna la colère populaire vers l'aristocrate possesseur des terres, bénéficiaire de la rente féodale et accapareur des grains.

Le manque d'unité et de conscience collective du peuple des villes fut une aubaine pour la bourgeoisie. Ceux-là mêmes dont elle exploitait le travail devinrent paradoxalement ses alliés. L'aristocrate était ainsi devenu l'ennemi commun : ennemi du paysan qu'il dépouillait, ennemi du bourgeois dont il empêchait l'ascension et la consécration, ennemi enfin de l'ouvrier des villes, qui le rendait responsable de la flambée des prix. Si bien que le contraste était absolu entre les structures de la société, qui était toutes au service de l'aristocratie, et la dynamique sociale, où toutes les forces convergeaient, directement ou indirectement, vers une progression bourgeoise.

Contrairement à la bourgeoisie anglaise qui persévérait de longue date à faire lever de tout son poids entre les différentes classes supérieures pour se faire sa place au soleil, la bourgeoisie française fraîchement ressuscitée était confrontée sur le marché international à sa grande sœur d'outre-manche. Elle était envieuse des privilèges obtenus par celle-ci, mais n'en demeurait pas moins trop faible pour obtenir rapidement ces mêmes prérogatives.

C'est ainsi que même si la conscience bourgeoise condamnait le style de vie aristocratique pour sa stérilité, sa dépense ostentatoire, il existait aussi une conscience aristocratique pour décider que les bourgeois étaient les êtres les plus routiniers du monde, attachés à leurs traditions et à leurs préjugés, dépourvus tout à la fois d'activité, de sensibilité et d'imagination. Et lorsque le bourgeois " parvenait " ou se faisait anoblir, c'était pour interdire aussitôt à d'autres le pas qu'il venait de franchir. Nul n'était alors plus intransigeant que lui pour démontrer que l'inégalité des conditions était requise par le progrès ou l'existence même de toute société.

En 1789, afin d'arriver à ses fins, cette bourgeoisie encore trop peu puissante en elle-même, à l'image de ce que dit Archimède, donnez-moi un point d'appui et je soulèverai la terre, allait prendre appui sur le peuple pour soulever la toute-puissance royale. Cet appui allait pourtant se retourner contre elle, car d'un mouvement pré révolutionnaire dans lequel les " cahiers de doléances ¹ " ne revendiquaient en rien l'abolition de la royauté, cette bourgeoisie se retrouvera au premier lendemain face à une révolution populaire qu'elle aura toutes les peines du monde à gérer en sa faveur.

- 1) **Cahiers de doléances** : Sous l'Ancien Régime, documents dans lesquels les diverses assemblées consignaient les réclamations et les vœux que leurs représentants devaient faire valoir lors des états généraux.

Du courant philosophique né d'une autre partie d'elle-même, était déjà apparu un début de conscience collective du peuple, et en particulier chez certains " sans-culottes ¹ " parisiens, bien que ceux-ci restèrent minoritaires en nombre par rapport à une très grande partie de la paysannerie. Cette

paysannerie dont nous parle Michelet ² lorsqu'il évoque le paysan français dans sa misère (" couché sur son fumier, pauvre Job... "), il n'avait sans doute point tort d'attirer l'attention sur la précarité du sort de la majeure partie des paysans français : ceux qui, du journalier sans terre au manoeuvrier parcellaire ou au médiocre métayer, entraient dans la catégorie de ce qu'on appelle la paysannerie " consommatrice ". Pour ceux-ci, le XVIIIe siècle n'eut rien de glorieux, et la hausse des prix dont profita la paysannerie " vendeuse " pesa lourdement sur ce monde de consommateurs.

1) **Sans-culottes** : Révolutionnaire qui appartenait aux couches les plus populaires et qui portait à cette période un pantalon de bure à rayures.

2) **Michelet** : Grand Historien français (Paris 1798 - Hyères 1874).

Le courant philosophique du XVIIIe n'avait pas atteint que les classes bourgeoises, car la noblesse désireuse à la fois de conserver les privilèges liés à l'absolutisme de la monarchie, aurait cependant aimé acquérir des droits que le parlementarisme lui aurait apportés, sans bien sûr perdre aucun de ses avantages. C'est ainsi que la Révolution fut donc le fait des " privilégiés ", noblesse et bourgeoisie, dont la conscience politique s'était aiguisée au contact de la philosophie, désormais assez proches du gouvernement pour en connaître les faiblesses et pour désirer y participer.

Jusqu'en 1788, quand se produisit le grand divorce entre les ambitions concurrentes de la noblesse et de la bourgeoisie, la lutte contre l'absolutisme furent le fait des " corps ³", soutenus à la cour par les cabales et menés devant l'opinion par le grand corps hybride des parlements, tous unis en une opposition commune au " despotisme ministériel ", l'adversaire en principe tout-puissant, mais en fait solitaire.

Dans la lutte contre l'absolutisme, l'action des privilégiés avait trouvé un allié paradoxal dans la philosophie des Lumières ⁴, pourtant ennemie mortelle des " corps ". Autant qu'à la " tradition " religieuse, les philosophes étaient, en effet, opposés aux " privilèges " politiques et sociaux, " précédents ", " traditions ", " usages ", mais surtout en tant que " distinctions " et avantages injustifiés et abusifs. Mais ils ne l'étaient pas moins au pouvoir arbitraire; et leurs déclamations, outre le climat de révolte qu'elles contribuèrent à créer, fournirent à chaque groupe les armes propres à défendre leurs intérêts particuliers. Le nombre et la puissance des privilèges étaient tels qu'aucune action partielle ne semblait plus pouvoir en réduire le nombre ou la nocivité.

- 3) Corps : Parties de l'État dont les membres ne sont pas élus, tel les Grands corps de l'État, Cour des comptes, administrations, justice...
- 4) Philosophie des Lumière : Philosophie partisane d'idées nouvelles au dix-huitième siècle, signe précurseur de la révolution de 1789.

La réorganisation indispensable ne pouvait donc venir des " corps " eux-mêmes pour lesquels l'avantage de chacun était lié à l'existence d'avantages analogues pour les autres, quels que fussent par ailleurs les jalousies et les mépris qu'ils se portaient réciproquement. La nature même du pouvoir absolu l'empêchait de détruire ces « corps », puisque c'était par eux qu'il régnait sur l'ensemble de la population.

Dans l'impuissance de l'autorité traditionnelle et l'impossibilité d'aboutir à un large consensus, le régime se révélait incapable de se réformer lui-même par les moyens légaux et pacifiques. Cette monarchie absolue enfoncée dans le marasme des guerres coloniales avait par ailleurs conduit les caisses de l'état au surendettement, mais était soutenue dans cette dimension par la tête de l'église qui la maintenait dans l'idolâtrie des idées-forces de l'ancienne monarchie, le droit divin était d'une certaine façon, je cite : **la clef de voûte ; oint du Seigneur, roi thaumaturge, le roi est un personnage sacré, une image du père.**

Comme chacun sait, cet ensemble détonant allait trouver l'étincelle qui mettrait le feu aux poudres, pour donner 1789 ; 1789 et sa révolution. Une révolution qui, pour la majorité d'aujourd'hui quelques années après leur sortie des études, ne reste qu'un vague souvenir de 14 juillet et la prise de la Bastille, a pourtant duré dix années. Dix années pendant lesquelles, au-delà de l'échec du système, d'importantes évolutions de société allaient voir le jour, et selon l'observateur donnerait différents courants d'idées de par le monde dans les générations suivantes, jusqu'à aujourd'hui.

Après la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et la destruction de la féodalité toutes deux effectuées dès 1789, la vente des biens nationaux confisqués au clergé, permit à la révolution bourgeoise par cette expropriation massive qui toucha près du dixième du territoire national, de s'attacher par des liens extrêmement forts le groupe de ceux que l'on vit, au feu des enchères en 1790 et 1791, profiter de " l'aubaine ".

Consolidation d'un côté, cassure de l'autre: la nationalisation des biens ecclésiastiques fut inséparable de la fonctionnarisation qu'entreprit la Constitution civile du clergé, votée le 12 juillet 1790.

Dans ces mêmes jours à Paris, malgré la pluie et, l'impréparation (palliée par le travail volontaire de milliers de citoyens) et surtout le serment sans chaleur de Louis XVI, la fête de la Fédération (14 juillet 1790) fut la manifestation ultime d'une Révolution qui voulait croire encore à sa parfaite unanimité.

Par cette nouvelle Constitution civile du clergé, évêques et curés devenus fonctionnaires élus dans le cadre des nouvelles divisions administratives, durent prêter le serment civique, ce qui n'arrangea pas la cohésion. L'hostilité du pape Pie VI, sa condamnation formelle des " jureurs ¹" en avril 1791, introduisit une irrémédiable faille dans un monde révolutionnaire qui s'efforçait de sauvegarder le mythe de l'unanimité nationale. Cette cassure devait, dans les mois et les années à venir, être de grande importance dans une opinion populaire dont le facteur religieux fut un élément de polarisation.

1) Jureurs : Appellation des prêtres qui, à cette époque, durent prêter serment à la Constitution civile du clergé.

Un an plus tard, la scène avait changé: ce que l'iconographie révolutionnaire nous présente à la date du 17 juillet 1791 en grinçant rappel de la Fédération, c'est la fusillade du Champ de mars. Animés par le club des Cordeliers ², les pétitionnaires parisiens réclamaient la déchéance du roi. Bailly, maire de Paris, La Fayette, commandant la garde nationale, firent proclamer la loi martiale et tirer contre les manifestants (révolutionnaires d'un autre bord) : la cassure allait s'avérer définitive entre la révolution populaire et une certaine révolution bourgeoise.

2) Club des Cordeliers : Club révolutionnaire fondé en avril 1790 avait pour dirigeants Danton, Marat, Desmoulins, Hébert, Chaumette. Il joua un rôle décisif dans la destitution de la monarchie et disparut en mars 1794, lors de l'élimination de ses partisans par Robespierre.

Ce qui était lancé allait faire son chemin, par la contre-révolution menée par les forces soutenant la monarchie et le clergé d'une part, et par ailleurs, par le gauchissement du processus, dans ce que nous pourrions appeler, le " dérapage inévitable " d'une manipulation envers son auteur. La bourgeoisie qui avait pris le peuple comme point d'appui, allait donc vérifier que pour soulever une charge, tout point d'appui doit être plus puissant que la charge elle-même, et générerait obligatoirement une révolution populaire si on se servait du peuple. Ce fut le cas !

Au-delà donc de la mutation qu'allait vivre cette révolution bourgeoise, le plus important pour l'histoire de France, et de beaucoup d'autres civilisations peut-être, se passa à ce moment au niveau même du peuple. D'une population qui n'avait pas encore conscience d'elle-même quelques années, voir pour certains quelques mois auparavant, le peuple allait acquérir une notion d'importance qui allait se construire par les plus motivés.

Tout le dynamisme populaire renouvelé trouva en effet dans le contexte de 1791 et 92 des cadres où s'insérer : l'essor des clubs et sociétés fraternelles couvrit alors la France d'un réseau parfois étonnamment dense de sociétés populaires. A Paris, le club des Cordeliers, où parlaient Danton et Marat, débordait, par son recrutement plus populaire, le club des Jacobins ³, qui restait, alors, plus fermé. A cette date, on peut dire que déjà toute une partie des masses urbaines les plus politisées, démystifiées, était entrée dans la lutte: ce que l'on appellera la " sans-culotterie " s'élabora donc entre ces années 1791 et 1792.

3) Club des Jacobins : Constitué d'abord à Versailles par les députés de la région, il s'installa dans le couvent des Jacobins à Paris. Privé dès lors de ses membres modérés tels La Fayette et Sieyès, cette organisation passa aux mains des révolutionnaires les plus radicaux appelés Montagnards, car siégeant sur les gradins les plus élevés, et fut dominé par la personnalité de Robespierre. Ces Montagnards, maîtres du pouvoir en 1793, imposèrent une politique de salut public appelée la TERREUR. Divisée en trois périodes principales, cette « Terreur » se solda par l'incarcération d'environ 500 000 suspects, dont 40 000 environ furent guillotins. Elle fut la principale période politique de **déchristianisation**, de contrôles économiques par l'état et de la redistribution des biens des suspects aux pauvres. Dans ses dernières semaines de pouvoir, elle supprima les garanties judiciaires aux accusés, et s'acheva avec la chute de Robespierre, le 9 Thermidor (28 juillet 1794).

Dans la révolution qui nous intéresse, une manipulation autre que celle de la bourgeoisie allait dans le même temps être déjouée, celle du roi. Malgré son serment fait au peuple le 14 juillet 1790, et l'exemple qu'il avait alors de l'Angleterre, beaucoup plus en avance que la France en ce qui concerne

la monarchie constitutionnelle puis parlementaire, ceci n'allait pas empêcher Louis XVI de s'entêter à régler le conflit par la manière forte. Il monta secrètement une évasion de France dans le but de reformer une armée à partir d'un grand nombre d'officiers déjà émigrés à l'étranger. Celle-ci fut stoppée à Varennes-en-Argonne des 20 et 21 juin 1791, **et près de deux ans après les premiers conflits, fut porteuse des premières ouvertures à l'esprit républicain.**

Les piètres comportements craintifs de ce roi, plus attiré par la serrurerie que par la gestion de l'état, allaient en effet produire une inversion des motivations révolutionnaires vers la destitution de la royauté au profit de la république, ce qui jusqu'alors n'était pas même envisagé. Ces nouvelles données s'accrochèrent durant l'été 1791 par l'intervention des souverains étrangers, Empereur et roi de Prusse, qui lancèrent un appel à la coalition monarchique pour rétablir Louis XVI dans sa souveraineté.

Il donna alors dans la politique du pire, et comme pour se justifier auprès de ses assaillants il accepta une monarchie constitutionnelle, et forma en mars 1792 un gouvernement dit des Girondins à cause de l'origine d'un bon nombre d'entre eux. Le 20 avril il déclara la guerre au roi de Bohême et de Hongrie, et se trouva d'autant plus justifié que les premiers engagements furent désastreux pour une armée française en pleine mutation, désorganisée par l'émigration de ses officiers.

Moins attendue, au moins dans ses formes, son ampleur et sa maturité, fut la réaction populaire à cette situation nouvelle. A demi-improvisée, la journée du 20 juin, où les manifestants parisiens envahirent sans succès les Tuileries, préluda à une mobilisation plus grave. De province arrivèrent des " sections " demandant la déchéance du roi, dont les célèbres Marseillais venus défendre la capitale et la patrie, que l'assemblée proclama " en danger " le 11 juillet.

Ces conditions furent alors porteuses d'un aveuglement contre-révolutionnaire qui fit corps avec le général en chef des armées prussiennes et autrichiennes, Charles de Brunswick. Celui-ci lança son célèbre ultimatum le 25 juillet, menaçant de livrer Paris à une exécution militaire et à une subversion totale en cas d'atteinte à la famille de Louis XVI, ce qui fit effet inverse et produisit la chute de la royauté.

On garde souvent l'image de la prise de la Bastille comme l'image clé de la révolution prolétarienne ou encore les barricades du Faubourg Saint-Antoine. On oublie alors ce moment crucial qui fut la prise de conscience du défi contre cette armée prussienne, venant d'un peuple qui avait essuyé bon nombre de défaites dans les cinquante années précédentes, dans des hostilités menées pourtant par des troupes aguerries.

En cet instant crucial où le trouble était partout, le front de la bourgeoisie révolutionnaire se scinda au contact d'un mouvement populaire. De force seconde qu'il était, le mouvement le plus populiste passa au premier plan du dynamisme révolutionnaire. Le 10 août, ceux-ci prirent d'assaut les Tuileries, désertées par la famille royale, après une meurtrière bataille contre les Suisses qui les défendaient. L'assemblée vota la suspension du roi, la réunion d'une nouvelle Constituante, une " Convention ", dont l'élection se fera au suffrage universel : Prélude symbolique à une révolution démocratique.

Il ne faut point chercher à dissocier les deux images sur lesquelles s'acheva cette phase de la Révolution: Valmy et les massacres de septembre, qui sont là comme pour démontrer que rien de réellement bon et équilibré ne peut sortir d'une révolution.

La bataille de Valmy, le 20 septembre 1792, brisa l'offensive prussienne en Champagne: redressement inespéré après les premières défaites, engagement médiocre dit-on, si l'on s'en tient au nombre des morts; mais la jeune armée française à demi improvisée, sans expérience du feu, avait contraint à la retraite les redoutables troupes prussiennes; au niveau des idées-forces, c'était la Révolution qui venait de battre l'Ancien Régime européen.

Pour donner des dates, rappelons donc que le 21 septembre 1792 la monarchie est abolie, le 22 la république est proclamée.

Oh ! Il est évident qu'elle n'avait pas encore fière allure, cette république très controversée, qui était loin s'en faut comme de nos jours dans le cœur de tous les français ou presque, car elle était pour les plus pauvres, des paroles qu'ils ne comprenaient qu'à demi, quant-aux plus riches il y voyaient déjà toute la perte de leurs privilèges.

Dans le dénombrement de ses participants actifs, la Révolution resta en effet un phénomène de minorité agissante. Dans les sections de Marseille par exemple, les poussées les plus massives de participation populaire n'amenèrent jamais plus du quart des adultes masculins du quartier aux assemblées de sections, que ce soit à l'été 92 ou au printemps fédéraliste de 93. Si l'on passait au dénombrement des " militants " véritables, le groupe actif se réduirait encore plus. De cette élite révolutionnaire des physionomies commencèrent cependant à se détacher, une mentalité révolutionnaire s'esquissa, puis le fossé se combla entre les masses révolutionnaires et les héros du drame.

Dans sa majorité le peuple français n'était pas encore près d'assumer une part politique, mais une première pierre était toutefois posée, et l'important est certainement la valeur que représenta alors cette première pierre dans le cœur des plus humbles. **Celle qui commença de leur faire prendre conscience de leur dimension d'homme, de " Monsieur ", qu'ils étaient tous, car tous appelés " citoyens ".**

Toute progression, surtout en matière de comportement collectif, ne se fait généralement pas en un jour, et " Rien de ce qui résulte du progrès humain, ne s'obtient avec l'assentiment de tous. Ceux qui aperçoivent la lumière avant les autres sont condamnés à la poursuivre en dépit des autres " comme le disait, il me semble, Christophe Colomb et pourquoi pas Jésus, le Christ. Si une part des bourgeois était motivée seulement par leurs propres convoitises, d'autres étaient conduits par une grande sincérité, qui peut de nos jours apparaître comme puéride à certains.

L'image que donnait Mathiez du maître de forge franc-comtois Louvot, manufacturier jacobin qui emmenait ses ouvriers voter pour la Montagne au son de la clarinette, lors des élections de la Convention, trouverait sans peine nombre d'homologues. Il y eut par exemple les frères Duval, verriers de Montmirail, qui couraient à cheval les marchés à la tête de leurs ouvriers pour y taxer le grain. Cette taxation du prix des denrées et en particulier celle du pain, était l'un des thèmes majeurs de la revendication des Enragés¹ de 1792, qui exprimèrent le mieux les aspirations populaires. C'est pourquoi, il ne faut pas s'en tenir à une condamnation sans équivoque de la classe bourgeoise, car beaucoup d'entre eux étaient sincères et motivés au bien de tous. Il n'en reste pas moins que les conditions d'une lutte des classes de type moderne n'étaient pas réalisées dans un monde, en bonne partie, pré-capitaliste.

1) Les Enragés : Factions de militants les plus extrémistes des sans-culottes parisiens.

Au-delà se développa, en effet au fil de la montée du dynamisme révolutionnaire jusqu'en 1794, une agressivité croissante contre les riches, à la ville comme à la campagne, jugés dans leur égoïsme lors de la « Terreur ». C'est pourquoi, nous devons nous rappeler que : « **Les révolutions ne sont que des parenthèses de l'histoire, et recréent généralement après un temps plus ou moins long des systèmes proches de ceux dont elles ont précipité la chute** ». Chacun dans son fanatisme, né de convoitises trop souvent justifiées à cause du mauvais comportement des plus riches, se retrouvait à reproduire ce qu'il avait combattu.

Contre-Révolution ou révolution populaire donc, cela n'a peut-être pas une réelle importance, car la conséquence est tout autre, et c'est sans doute ce qui en fait toute la valeur encore aujourd'hui de par le monde. Le peuple, le petit peuple, du moins sa partie la plus évoluée, commença de prendre conscience qu'il avait de l'importance, qu'il pesait dans la balance et aux yeux de Dieu, même s'il n'en était qu'à sa sortie d'Egypte.

Il n'avait jusque là vécu que dans l'ombre des grands qu'il idolâtrait souvent comme des gens " supérieurs ", mais il commença alors de mesurer la notion de son existence. Nous ne dirons pas pour autant que cette idolâtrie de l'homme " supérieur " n'exista plus depuis, mais elle reçut alors la première véritable flèche, car l'idée faisant son chemin, de plus en plus l'homme supérieur ne fut plus appelé qu'à gouverner et non à dominer. C'est fort heureusement ce que nous retrouvons de plus en plus, dans le stimulus de nos gouvernements actuels, mais aussi ce que nous devons en attendre pour l'avenir, sans nous contenter de " grands hommes " aux grandes " apparences ".

Ce qui changea, et ce que nous devons retenir comme étant le plus important avec le recul que nous avons, est la naissance de ce nouveau regard sur eux-mêmes que purent avoir tous ces millions d'hommes au sein du peuple dans cette époque et celles à venir.

Sans ce recul, et si nous approfondissions encore un peu, nous risquerions de tirer une synthèse identique à celle d'un certain Karl Marx sur lequel notre regard portera bientôt.

Le bon nombre des journaliers agricoles qui avaient placé toutes leurs économies dans l'achat de peu de terre, souvent même de mauvaise qualité, commencèrent de se rendre compte qu'ils étaient tombés dans un piège. Chacun avait voulu être propriétaire, et la plupart avait couru après l'indépendance et le bonheur, abandonnant le gain sûr que leur procurait leur travail chez les fermiers, mais ne trouvèrent que la misère. Pour d'autres par contre, les riches bourgeois qui s'étaient " nantis " par l'achat en abondance des terres (clergé, puis biens nationaux), on allait les retrouver sept ans plus tard, en 1799, à la veille du 18 Brumaire (9 novembre), qui allait voir le coup d'Etat d'un Bonaparte premier consul, se regrouper sous le slogan " **Il me faut un roi, parce que je suis propriétaire** ".

Mme de Staël le nota sans tendresse, mais non sans humour: " La grande force des chefs de l'Etat en France, c'est le goût prodigieux qu'on y a pour occuper des places [...]. Tout ce qui distingue un homme d'un autre est particulièrement agréable aux Français; il n'est pas de nation à qui l'égalité

convienne moins; ils l'ont proclamée pour prendre la place des anciens supérieurs; ils voulaient changer d'inégalité...".

Cette révolution qui n'en finissait pas, allait trouver en Bonaparte celui qui lui fallait pour conclure. **Mais, quelle conclusion pour ceux qui allaient en analyser les résultats ! Regardons un peu !**

Le bonapartisme créa en effet le pouvoir personnel, amalgame de tradition monarchique et de simulacre démocratique. Le Premier consul gouverna et régna à la façon d'un souverain éclairé qui concéda au fait accompli de la Révolution, de s'entourer de formes républicaines, mais créa ainsi une situation fort ambiguë. L'attitude progressivement monarchique de son pouvoir, le rétablissement d'une vie de cour, depuis le Consulat jusqu'à la proclamation de l'Empire héréditaire et au couronnement, tout fut bien sûr la matérialisation d'un rêve de pouvoir absolu allant jusqu'à revêtir les formes d'une domination universelle, et ressusciter des archaïsmes ; Napoléon se prenant pour un nouveau Charlemagne.

La proclamation de l'Empire et les perpétuels renforcements du pouvoir personnel furent cependant autant de moyens de consolider les acquis de la Révolution en France et de défier la Contre-Révolution européenne. Le sacre, dans cette perspective, s'interprète moins comme une mascarade autour d'un parvenu, que comme un acte politique singulièrement audacieux par lequel la Révolution allait reprendre leurs propres armes à ses adversaires.

Beaucoup de libertés furent pourtant reprises, la liberté d'expression fut brutalement réduite; dès le début de 1800, 60 journaux parisiens sur 73 sont supprimés, et les survivants ne durent pas publier d'articles « contraires au pacte social, à la souveraineté du peuple et à la gloire des armées » et, plusieurs d'entre eux « le Moniteur » ou « le Journal des débats » furent des feuilles « inspirées » par le pouvoir impérial.

Mais Napoléon, très vite, alla beaucoup plus loin. Il tint à définir une élite sociale et politique sur une base qui ne fut ni celle de la noblesse féodale « **non sur les distinctions du sang, ce qui est une noblesse imaginaire, puisqu'il n'y a qu'une seule race d'hommes, disait-il !** », ni celle de la richesse, « **dont on ne peut faire un titre, de toutes les aristocraties, celle-là me semblait la pire** », dira l'Empereur à Sainte-Hélène, ayant toujours tenu, ou feint de tenir, que les diverses formes de la fortune, mobilière ou immobilière, relevaient par leurs origines du vol et de la rapine.

Le génie de l'ouvrier étant néanmoins de savoir employer les matériaux qu'il a sous la main, les familles de l'ancienne noblesse y entrèrent cependant, car leurs « **fortunes toutes faites** » et leur **influence durent être mises au service du gouvernement, qui n'était pas assez riche pour payer tout le monde.**

Les fondements de l'aristocratie impériale furent donc le mérite personnel et le « service » rendu à l'Etat. C'est ainsi qu'il proclamait « *Notre époque est celle du mérite; il faut laisser les fils des paysans monter par des talents et des services au premier rang... Partout où j'ai trouvé le talent et le courage, je l'ai élevé et mis à sa place. Mon principe était de tenir la carrière ouverte aux talents.* » Ainsi naîtra une noblesse « historique » et « nationale », substituant aux parchemins les « belles actions, et aux intérêts privés les intérêts de la patrie ».

Napoléon vit donc dans la création d'une aristocratie d'un type nouveau, tout comme dans l'institution d'un Empire héréditaire, non pas une réaction ou une trahison à l'égard de la Révolution, mais, au contraire, une consolidation de l'ordre nouveau. « L'institution d'une noblesse nationale n'était pas contraire à l'égalité » pour lui; elle était « éminemment libérale et propre à la fois à consolider l'ordre social et à anéantir le vain orgueil de la noblesse ». Elle était l'une de ces « masses de granit » qu'il entendait jeter sur le sol de France pour asseoir définitivement la république. Dans un mélange, qui était bien dans sa manière autoritaire, dans l'affirmation des principes et le cynisme de leur exécution, il trouva dans le tempérament des Français la justification d'une nouvelle échelle de titres : « **Il leur faut des distinctions, car c'est avec des hochets qu'on mène les hommes** ».

A partir de 1804 et jusqu'en 1808, c'est-à-dire de la proclamation de l'empire jusqu'au décret sur l'organisation de la noblesse impériale, la politique sociale de Napoléon se développa avec une plus grande complexité, incluant la Légion d'honneur elle-même dans un système minutieusement hiérarchisé. Au sommet : La famille de Napoléon Bonaparte. Autour d'elle, « **une organisation du palais impérial conforme à la dignité du trône et à la grandeur de la nation** ». Percevons : Une Cour à laquelle Napoléon assignait pour fonction, toutefois bien mal remplie, de donner le ton à la société française en offrant l'exemple, au sommet de la fusion des élites. Au premier rang des grands officiers, dix-huit maréchaux dont leur promotion signifiait à la fois, premièrement tout le prix attaché par l'Empereur aux titres acquis au champ d'honneur, et secondement l'importance qu'il accordait à l'armée comme instrument d'élévation sociale.

Lors de la création des premiers titres nobiliaires en 1807, il fit par exemple le maréchal Lefebvre, duc de Dantzig à dessein, car dit-il : « *Ce maréchal avait été simple soldat, et tout le monde dans Paris l'avait connu sergent aux gardes françaises* ». Le seul fait d'appartenir à la Légion d'honneur conférait

le titre de chevalier, le plus bas dans l'échelle. Les services civils trouvèrent tout autant leur place et leurs récompenses, dans les quelque 1500 titulaires, chevaliers exclus, créés en huit ans : Talleyrand devint prince de Bénévent aux côtés d'un Berthier prince de Neuchâtel; Fouché fut duc d'Otrante ou Gaudin duc de Gaète parmi tant de maréchaux-ducs; aux rangs de comte et de baron, les préfets, les maires, les conseillers généraux, les hauts fonctionnaires se mêlèrent aux généraux.

C'est au niveau de l'organisation de la noblesse impériale que se situèrent les aspects les plus équivoques de la législation sociale napoléonienne. Etant très préoccupé, en effet, de mettre « sa » noblesse en état de soutenir quant aux apparences la concurrence de l'ancienne aristocratie, et d'aboutir à une fusion des éléments, l'Empereur incontestablement transgressa le principe de l'égalité civile et réintroduisit en France des traits de féodalité identiques aux précédents. Ce fut ce qui ressortit notamment de l'hérédité des titres nobiliaires, de la création de grands fiefs héréditaires avec substitution du domaine et transmission du titre au fils aîné, de la distribution de dotations en rentes, de l'institution des majorats sur l'initiative du gouvernement ou sur la demande des particuliers, autrement dit de propriétés de famille inaliénables destinées à garantir à l'héritier d'un titre de noblesse une fortune suffisante pour honorer ce titre, etc. Encore faut-il remarquer que le titre le plus abondamment décerné, celui de « baron », n'était pas héréditaire; que celui de chevalier pouvait être attribué sur simple justification d'un revenu de 3 000 francs par an; que les fiefs et dotations étaient le plus souvent prélevés sur les royaumes vassaux, donc en terre étrangère.

Le sort de la population n'avait par contre, pas véritablement changé. L'exode rural n'étant pas encore commencé, comme c'était le cas en Angleterre, la population des villes ne représentait que quinze à vingt pour cent. Les quatre-vingt-cinq pour cent donc, continuèrent de s'entasser dans les plaines et les montagnes. La misère de certains districts ruraux surpeuplés fut un phénomène alors plus important que celui de la misère urbaine des ouvriers, en un temps où la révolution industrielle n'en était qu'à ses débuts.

Les paysans avaient souhaité, avec passion et parfois avec fureur, se libérer de l'exploitation féodale et seigneuriale, du poids de la dîme, du champart et autres taxes. Sur ce point, une partie d'entre eux n'avait obtenu qu'une satisfaction purement verbale. L'appellation des taxes avait en effet disparu du vocabulaire, mais non de la réalité économique pour tous ceux, métayers et fermiers, qui étaient obligés de prendre de la terre à bail. **La législation révolutionnaire, de la Constituante à la Convention et au Directoire, avait, en effet, laissé, dans la pratique, le propriétaire-bailleur libre d'introduire dans les contrats, des clauses de majoration transférant à son profit la charge représentée par les redevances citées. Cette situation s'étant combinée avec un mouvement de hausse continue des fermages dont la valeur était liée au mouvement du prix des grains, seul le propriétaire, et non l'exploitant, avait donc été bénéficiaire de leur abolition. L'historien Albert Soboul (1914-1982), souligna ces faits dans lesquelles la bourgeoisie des propriétaires, citadins ou ruraux, consolida à son profit la féodalité sous une forme économique, conséquences de l'appui des éléments aisés du tiers état qui concurent toujours, consciemment ou non, la Révolution comme un transfert ou une extension de privilèges vers de nouveaux privilégiés.**

Ajoutons à cela que, sous le Consulat et l'Empire, le retour d'un certain nombre d'émigrés sur ce qui leur restait de leurs terres et la restauration du prestige du clergé développèrent dans les campagnes, particulièrement dans l'Ouest et le Sud-ouest, une atmosphère de réaction, une menace sourde de ré-féodalisation, une pression morale du châtelain et du curé. Elles entretenirent, dans des campagnes qui ne demandaient qu'à vivre sous un régime conservateur, un ferment d'agitation révolutionnaire que les seules apparences de l'autorité napoléonienne ne suffirent pas à apaiser. D'autres éléments de mécontentement, dont le régime fut lui-même la source, vinrent d'ailleurs aigrir les petits propriétaires telle l'inquisition fiscale qui fut la source de troubles locaux, dans les pays de vignoble par la perception des nouveaux droits sur les boissons, ainsi qu'une totale dureté du percepteur dans le recouvrement de la contribution foncière. Il était courant qu'il se fasse payer en services ou en nature les intérêts des retards dans l'acquittement des cotisations ou qu'il rappelle par l'envoi de détachements militaires les plus mauvais souvenirs de l'Ancien Régime.

Il va de soi que l'image de la révolution française et de son évolution directe vers la " dictature " du premier empire Napoléonien que l'on reçoit sur les bancs de l'école, ne ressemble que faiblement au résumé du très bon ouvrage référencé en bibliographie, qui fait bien ressortir les retombées sociales, au-delà des perpétuelles guerres. Nous y retrouvons ainsi les courants de pensées que purent recevoir à froid certains observateurs contemporains de cette époque, attachés à des résultats trop hâtifs et concrets. Nous avons certes déjà abordé la fondamentale prise de conscience du peuple et de sa dignité d'homme, en rapport à celle du simple " domestique " toujours plus domestique, mais elle fut largement occultée par des objectifs d'une bourgeoisie plus soucieuse de se nanter, que de libérer le peuple.

La philosophie déjà riche au XVIIIème siècle d'idées utopiques, n'allait donc pas rester lointaine des analyses et conclusions à tirer de cette grande leçon d'histoire et de civilisation. S'il ne s'était rien passé de particulièrement concret durant des siècles pour alimenter ces courants de penser, il y avait là, matière à grandes réflexions.

Le propre du philosophe, étant son caractère idéaliste de la théorie développée, il devient d'une fragilité supérieure à la moyenne, s'il ressent une mise en pratique opposée à ses idéaux, allant jusqu'à justifier les limites de sa propre théorie. Je ne le dis par avance afin de pouvoir accuser d'une trop grande précipitation d'analyse les divers philosophes que nous citerons, mais bien au contraire afin que personne ne les juge dans leurs idéaux, et ne les accablent de l'entière responsabilité des révolutions qui allaient en naître. Des conflits tels qu'ils venaient de vivre eux-mêmes n'étaient peut-être pas sans les avoir marqués. Si nous nous représentons le nombre de morts, exécutés froidement pour le seul motif de richesse ou d'appartenance à une classe sociale, je pense qu'il est simple pour une majorité d'entre nous qui n'ont pas vécu eux-mêmes de telles atrocités, de juger facilement ceux qui voulaient instituer des lois d'un idéal humain. Sans doute bon nombre de nos contemporains confrontés presque journallement de par leurs activités, au contact d'une telle misère humaine, rêveraient facilement eux aussi que tout cela s'arrête un jour. Mais n'est-ce pas là le propre de l'homme de rechercher l'amélioration de ses conditions de vie ? N'est-ce pas un peu dans ce but que nous sommes ensemble ? **Pourtant, n'étant pas capable de se changer lui-même, et chacun étant différent de l'autre, l'homme peut-il réellement se construire un univers idéal à sa propre dimension ?**

Pour ne citer que quelques-uns de ces philosophes, ils se nommaient Saint Simon¹ ou Hegel². Le premier, bien que d'une " parenté " assez éloignée, allait donner naissance à notre parti socialiste français actuel, quant-au deuxième, son œuvre allait être des plus importante dans le courant d'idées auquel allait adhérer un certain Karl Marx³ ainsi que son ami et compagnon de travail moins connu Engel⁴.

1) Saint-Simon : (Claude Henri de Rouvroy, comte de), philosophe et économiste français (Paris 1760-1825). Il pris part à la guerre de l'indépendance américaine et dès le début de la révolution française rompit avec son état nobiliaire. Se fondant sur une religion de la science et la constitution d'une nouvelle classe d'industriels, il chercha à définir un socialisme planificateur et technocratique (le catéchisme des industriels 1823-24), qui eut une grande influence sur certains industriels du second empire.

2) Hegel (Friedrich), philosophe allemand (Stuttgart 1770-Berlin 1831). Sa philosophie identifie l'être et la pensée dans un principe unique, le concept ; de ce dernier, Hegel décrit le développement au moyen de la dialectique, dont il fait non seulement une méthode rationnelle de pensée, mais la vie même du concept et de son histoire. On lui doit : la phénoménologie de l'esprit (1807), la science de la logique(1812-1816), principe de la philosophie du droit (1821).

3) Marx (Karl), Philosophe, économiste et théoricien du socialiste allemand (Trèves 1818-Londres 1883) né d'un père avocat Juif, converti au protestantisme par crainte de l'antisémitisme. S'inspirant de la dialectique de Hegel, tout en critiquant sa philosophie de l'histoire, il découvre la critique de la religion chez Feuebach, le socialisme chez Saint-Simon et l'économie chez Adam Smith. Il élabore ainsi progressivement le " matérialisme historique ", c'est à dire la théorie scientifique de toute science sociale (Thèse sur Feuebach, 1845 ; l'Idéologie allemande, 1846 ; Misère de la philosophie, 1847). Entré en contact avec les milieux ouvriers, il rédige avec Friedrich Engels le Manifeste du parti communiste (1848). Expulsé d'Allemagne puis de France, il se réfugie en Grande Bretagne, où il rédige les Luites de classes en France (1850), Fondement de la critique de l'économie politique (écrit en 1858 ; édité en 1939-1941) et jette les bases de son grand ouvrage, le Capital. En 1864, il est l'un des principaux dirigeants de la 1re Internationale et lui donne son objectif : l'abolition du capitalisme. Pour Karl Marx, l'histoire humaine repose sur la lutte des classes : le prolétariat, s'il veut faire disparaître l'exploitation dont il est victime, doit s'organiser à l'échelle internationale, s'emparer du pouvoir et, au cours de cette phase (dictature du prolétariat), abolir les classes elles-mêmes, ce qui amènera la phase ultérieure, où l'état s'éteindra de lui-même (le communisme). La doctrine de Marx a été baptisée contre son gré le Marxisme.

4) Engels (Friedrich), théoricien socialiste allemand (Barmen, aujourd'hui intégré à Wuppertal, 1820 - Londres 1895), ami de Karl Marx. Il écrit la Situation de la classe laborieuse en Angleterre (1845), où s'élaborent quelques idées-forces du marxisme. Il rédige en commun

avec Marx, la sainte famille (1845, l'idéologie allemande (1845-46) où il jette les bases du matérialisme historique, et le Manifeste du parti communiste (1848). Il attaque les thèses d'E. Dühring dans l'Anti-Dühring (1878), et analyse le matérialisme dialectique (la Dialectique de la nature, 1873-1883 ; publié en 1925). Il assure la publication du Capital après la mort de Marx. Il poursuit la réflexion historique du marxisme dans l'Origine de la famille, de la propriété de l'Etat, (1884). Il est au centre de la création de la seconde Internationale.

L'ensemble de leurs œuvres allait produire l'avènement du communisme dans une Russie des tsars restée dans une déconcertante féodalité, jusqu'au début du XXème siècle, et générer l'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques), l'une des deux principales puissances mondiales durant soixante-dix années.

Pour ceux qui auront lu au moins le descriptif de leur œuvre ci-joint, il ne peut subsister aucun doute, que ces différents personnages ne manquèrent pas de passion pour leur idéal. Il est cependant une chose que la vie peut apprendre, " toute passion dévore, ce et ceux, qui l'entoure ". En d'autres termes, certains de ceux que je fus disent, " la fin justifie les moyens ". Même si nous n'avons pas à remettre en cause certains proverbes dans leurs maximes, les préceptes qui en ressortent ne sont pas toujours d'une dimension à la gloire de Dieu. Ils peuvent apporter en effet dans leurs utilisations journalières une relation dans laquelle la valeur de l'être humain disparaît, et conduisent à certaines hérésies de notre histoire, celle de l'humanité.

Il ne faut pas en conclure pour autant que ces hommes avaient oublié cette valeur essentielle que l'on doit à l'être humain, peut-être même y étaient-ils trop attachés, comme une injustice quasi héréditaire, une injustice de Dieu s'il existait ou du moins une injustice qu'il laissait faire. Nombre d'entre eux assimilèrent d'ailleurs ce " dieu " à une idéologie de faibles poltrons comme je le fis, entretenus dans ce raisonnement par la confusion entre le constat d'égoïsme d'une classe dominante, cupide et manipulatrice, se recommandant de Dieu, alors que pour ces philosophes Dieu n'existait pas. Il était une hérésie à laquelle il fallait remédier par toute bonne volonté humaine, intelligente et scientifique.

Ce que ces philosophes ne savaient pas pour l'avoir trop précipitamment rejeté, c'est que Dieu donne l'intelligence et la clairvoyance à celui qui la lui demande, mais pas à celui qui ne croit pas en ce Dieu d'Amour. Celui qui croit posséder toute qualité en lui-même, par son instruction ou par ses propres analyses de la vie, reçoit une intelligence limitée à l'homme, à l'esprit humain, et non à l'Esprit de Dieu comme nous le verrons au fil des prochains chapitres.

Au travers du résultat de cette première révolution, ils ne virent là qu'une galéjade de l'histoire. Les quelques menus avantages acquis par le peuple, étaient trop peu différents selon eux, du long et dérisoire chemin parcouru par les Anglais pour que l'une ou l'autre des méthodes puisse être plausible à long terme. Idéalistes d'une égalité sociale, clé pour eux de tous les bonheurs, les diverses situations de l'époque avaient commencé de leur prouver que la source de toutes les misères humaines s'appelait effectivement : Dieu !

De la période 1789 et sa contre réaction, par l'Empire puis comble de l'ironie pour eux, une nouvelle monarchie, leurs analyses allaient bon train. Elles allaient d'autant plus marquer les derniers nés qu'avant la stabilisation de la redondance intellectuelle, un nouveau séisme allait les conforter dans leurs conclusions, et surtout leur apporter les convictions du besoin d'un autre type d'action pour la mise sur pied de leur idéal.

Un concept qu'ils avaient peut-être trop minimisé, s'était pourtant créé dans la mémoire collective des français, " seul la république était favorable au peuple ". Aussi ce peuple arriva-t-il à la révolution de 1848, toujours menée par la bourgeoisie, pour mettre en place l'objet de leurs espérances : la " République ", et par surcroît : la " Bonne République " !

De bonne, elle en avait peut-être l'idée cette révolution de 1848, mais pour ce qui est de la république, la seconde, elle n'allait pas tarder à se comporter un peu comme sa grande sœur aînée de 1792. Le chômage était déjà fort présent, et l'emploi des chômeurs allait se faire, comme certains voudraient le voir mis en œuvre encore de nos jours, par des emplois dans des tâches de bien public, appelés alors « les ateliers nationaux ».

L'exécution allait en être confiée à Marie en tant que ministre des Travaux Publics. Il commença aussitôt d'enrôler largement les chômeurs parisiens, qu'il fit encadrer par de jeunes élèves de l'Ecole centrale. Il semble cependant que Marie vit dans les ateliers nationaux ainsi conçu, non seulement l'avantage de ne pas attenter aux droits du patronat privé, mais encore celui de soustraire un grand nombre de chômeurs parisiens aux séductions de la rue, des clubs politiques et des manifestations socialistes. Réciproquement, du côté socialiste, on perçut très tôt ce genre de manœuvres et l'orientation conservatrice du gouvernement.

La réplique fut formulée par une manifestation populaire qui vint exiger la création d'un ministère du Travail, c'est-à-dire la mise explicite des réformes sociales au rang des devoirs de l'Etat. Le

gouvernement s'en tira en lui accordant beaucoup moins: la création d'une commission formée de délégués ouvriers qui siègeraient dignement au Palais du Luxembourg (siège du Sénat), dans les fauteuils des pairs de France, sous la présidence de Louis Blanc¹ et d'Albert², et qui étudieraient les problèmes sociaux.

Certes, Louis Blanc restait membre de cet exécutif collectif suprême qu'était le Gouvernement provisoire mais au-delà de ce qu'il était minoritaire, il n'avait toujours pas de département ministériel à gérer, donc nulle prise sur une portion de réel. Au Luxembourg, on étudia effectivement les problèmes, on rendit quelques arbitrages utiles dans des conflits sociaux mineurs, et l'on exposa longuement et publiquement les diverses théories socialistes du temps, ce qui contribua beaucoup à effrayer le bourgeois. **Comme l'écrivait effectivement Karl Marx deux ans après, avec amertume, " pendant qu'au Luxembourg on cherchait la pierre philosophale, on frappait à l'Hôtel de Ville la monnaie qui avait cours... "**

Ceci était pour ce que nous pourrions appeler la " république conciliatrice ", soit entre février et mai 1848. Des retournements de situations identiques au 17 juillet 1791, n'allaient cependant pas tarder.

Dès les lendemains des élections pour la mise en place de l'Assemblée nationale constituante du 23 avril, les premières effusions de sang allaient avoir lieu à Rouen, alors ravagée par la crise, et un chômage total et massif. Le commissaire de la République, Deschamps, qui avait organisé des ateliers nationaux pour secourir les ouvriers, était populaire parmi eux, et il était de ceux, rares, qui inclinaient au socialisme. La bourgeoisie, dont le chef de file était le procureur général Sénard, républicain de la nuance du National, (parti en opposition au socialisme) était exaspérée par les impôts nouveaux qui servaient à couvrir la dépense des ateliers nationaux, il est vrai, peu productifs, si non comme œuvre de charité. Le compte se régla lors des élections: Sénard et les siens furent élus, Deschamps et ses amis battus, les votes de l'ensemble du département ayant aisément submergé ceux de la ville chef-lieu. Le 26 avril, les résultats connus, une manifestation ouvrière se déroula devant la mairie.

Les travailleurs voulaient-ils, comme on l'a dit, contester l'issue du scrutin, voir imposer la nomination de Deschamps ? Ou, plus probablement, rappeler leurs besoins et protester préventivement contre la suppression des ateliers nationaux (leur unique ressource), suppression que la victoire des hommes " d'ordre " laissait prévoir ?

1) Louis Blanc, historien et homme politique français (Madrid 1811-Cannes 1882). Gagné aux idées socialistes, il contribua par ses écrits (Histoire de dix ans, 1841-1844) à grossir l'opposition contre la monarchie de Juillet. Membre du gouvernement provisoire, en février 1848, il vit son projet d'ateliers échouer, et dut s'exiler après les journées de juin. Rentré en France en 1870, il fut député d'extrême gauche à l'Assemblée nationale.

2) Albert, ouvrier mécanicien très controversé, mis en position subalterne dans le gouvernement provisoire, comme pour donner le change à une liste concurrente, dans une majorité bourgeoise.

Ils furent repoussés rudement par la garde nationale, restée de composition bourgeoise. Les coups confus portés dans la bousculade, puis les charges de cavalerie furent senties comme une provocation par les ouvriers, qui, achevant alors leur manifestation centrale, refluèrent dans leurs quartiers où ils élevèrent des barricades. Le soir et le lendemain, Sénard requerra la troupe, et même le canon, et les barricades furent balayées sans perte pour les forces de l'ordre, mais au prix d'une dizaine de morts ouvriers.

Notre attention à cet événement n'est pas aussi disproportionnée qu'il paraît : c'est une chose importante en elle-même, non pas comme différence d'opinions entre groupes républicains, mais comme premier conflit sanglant, qui rompit sur une ligne de lutte de classes, l'euphorie de la fraternité nouvelle, sur laquelle le peuple s'était mobilisé.

Ce qui avait eu lieu à Rouen en avril, allait se reproduire en juin de cette même année à Paris. Dès cette première date, la liquidation des ateliers nationaux était devenue le principal souci de la majorité. D'abord, parce qu'elle voulait en finir avec les expériences sociales, même perdues, et d'autant plus qu'elles coûtaient cher. Ensuite, parce que leur fonction seconde de neutralisation politique ne jouait que de moins en moins : ne vit-on pas des rapprochements s'opérer entre ouvriers des ateliers et ouvriers des clubs socialistes ? N'entendit-on pas aussi, dans certains de leurs rassemblements, des cris de " Vive Napoléon ! " ? Enfin, troisième raison de crainte, dans l'entourage de Lamartine ¹ certains avancèrent l'idée audacieuse de lier la question des ateliers nationaux à celle des chemins de fer : on aurait utilisé cette main-d'œuvre sur les chantiers ferroviaires interrompus par la crise, mais que l'Etat aurait repris à son compte.

1) **Lamartine** : Alphonse de Prât de Lamartine (**dit Lamartine**) : poète, diplomate et homme politique français (Mâcon 1790/Paris 1869). Député opposé au régime, il publie en 1847 une « Histoire des Girondins ». Le 24 février 1848, c'est lui qui proclame la république à l'Hôtel de Ville de Paris. Membre du gouvernement provisoire en 1848, dans la fonction de ministre des Affaires étrangères, il perd de son charisme après les « journées de Juin ». Après un cuisant échec aux élections présidentielles, il abandonne la politique et retourne à ses premiers amours, la poésie.

On pressent les mérites que trouvait le poète à cette solution : humanité (liquider sans trop de drame les ateliers) et progressisme économique (le grand œuvre des chemins de fer, pour lesquels il avait des sentiments quasi Saint-Simoniens). Mais la majorité de l'Assemblée ne voulait pas d'une nationalisation, qui eût un peu trop senti le socialisme au détriment de la bourgeoisie; peut-être aussi ne tenait-elle pas à éviter le drame.

À lire certaines déclarations du temps, certains Mémoires ou Souvenirs, dont ceux de Karl Marx ou d'Henri Guillemin, on peut aussi avoir l'impression que le drame ne fut pas seulement accepté, mais provoqué: la dissolution des ateliers, la révolte quasi certaine qui s'ensuivrait et la répression qui viendrait à son tour, permettraient d'écarter définitivement les menaces de la rue et du socialisme. C'est en tout cas le plan qui se déroula. Le jeu fut mené, au nom de la majorité de l'Assemblée dont la droite monarchiste était l'aile marchante, par une commission spéciale dont le rapporteur fut le comte de Falloux.

Du côté gouvernemental, on compta moins sur la Commission exécutive que sur les ministres, et notamment sur le nouveau ministre de la Guerre, le général Cavaignac ¹. Ce personnage devint alors l'homme du jour. Militaire jusqu'au bout des ongles, farouchement antisocialiste et ami de " l'ordre ", il eut sur les autres généraux l'avantage supplémentaire d'être nettement républicain, en tant que fils de Conventionnel et frère d'un ardent militant des années 30. Or, compte tenu de la composition de l'Assemblée, la république était une caution dont " l'ordre " ne pouvait encore se passer.

Le 21 juin, la dissolution des ateliers nationaux fut déclarée, et ne fut laissée aux ouvriers que la seule faculté de s'engager dans l'armée ou de partir défricher la Sologne marécageuse.

1) **Général Louis Eugène de Cavaignac** (Paris 1802 - Ourne, 1857). Ministre de la Guerre sous la seconde République, il fut investi en juin 1848 de pouvoirs dictatoriaux, qui lui permirent d'écraser l'insurrection ouvrière, puis fut nommé chef du pouvoir exécutif. Candidat à la présidence de la République, il fut battu en décembre par Louis Napoléon, futur Empereur Napoléon III.

Le désespoir des ouvriers, s'exprima d'abord le 22 par des rassemblements et défilés dans les rues, puis le 23 par l'érection de barricades. Une rude bataille de trois jours s'engagea alors, le long de la ligne nord-sud qui, au niveau de l'Hôtel de Ville, séparait le Paris bourgeois de l'ouest du Paris ouvrier de l'est. La garde mobile, la garde nationale des quartiers bourgeois, et surtout l'armée entrèrent en action, avec une lenteur peut-être calculée.

Dans une conversation privée rapportée par Victor Hugo ¹ dans ses Choses vues, Lamartine accusait nettement Cavaignac d'avoir laissé grossir l'émeute, comme pour pouvoir donner à la répression plus d'ampleur. Le 26, à midi, la bataille était gagnée, après de lourdes pertes, mais, comme toujours, inégalement partagées, d'autant que bien des insurgés avaient été massacrés après le combat.

1) **Victor Hugo**: Grand romancier français, Pair de France(1802-1885) Il développa son œuvre dans de nombreux genres. Conduit par un idéal humanitaire et visionnaire il tenta généralement d'exprimer au travers de ses œuvres un sens politique.

Du côté de " l'ordre ", où l'on avait voulu voir dans l'insurrection une explosion de brigandage et de sauvagerie, la bonne conscience était parfaite, et l'on imputa aux ouvriers rebelles non seulement la mise à mort de deux généraux, mais aussi celle de l'archevêque de Paris, Mgr Affre, frappé au cours d'une tentative de médiation par une balle tirée d'une maison du faubourg par un inconnu isolé.

Même si cela n'avait pas manqué de confirmer le " déjà compris " de Karl Marx et Engel, Saint-Simon et Hegel étant alors décédés depuis vingt cinq ans, pour ceux qui allaient être les maîtres penseurs de la révolution d'octobre soviétique, une bien plus grande farce se préparait encore par l'arrivée des premières élections présidentielles.

Pour la plupart des partisans d'une constitution, le Washington français ne pouvait être que Cavaignac, mais Cavaignac était républicain, et la plus grande partie des classes dirigeantes n'avait pas encore pris son parti de la république. La droite de l'Assemblée, se séparant cette fois des hommes du National, se constituèrent en un comité et commença à monopoliser l'expression de parti de « l'ordre ». Les royalistes y adhérèrent d'autant plus facilement qu'aucune des deux dynasties possibles à cette époque n'offrait de prétendant désireux ou capable de courir la chance du suffrage

universel, et que la monarchie restait dans l'idée majoritaire, la clef de voûte nécessaire à un système conservateur sérieux. Le parti de " l'ordre " décida donc d'adopter pour candidat à la présidence de la République Louis Napoléon Bonaparte.

Sa carrière d'aventurier, les dettes dont il était couvert, son apparence physique même, assez ingrate, dans laquelle rien ne révélait au premier abord ses aptitudes intellectuelles ni sa volonté, tout cela faisait croire qu'on aurait toujours barre sur lui. De plus, la popularité de son nom dans les masses, un peu inquiétante en elle-même, était en la circonstance évidemment avantageuse.

La manœuvre allait s'avérer bonne, puisque le 10 décembre 1848, les électeurs choisissaient Bonaparte par 5 434 000 voix; suivaient Cavaignac (1 448 000), Ledru-rollin (371000), Raspail (37 000), Lamartine, présenté en solitaire(8 000).

Le 20 décembre Cavaignac quitta le rôle de leader du gouvernement provisoire et le président de la République en prit possession. L'Assemblée constituante acclama le premier comme un nouveau Cincinnatus, et elle reçut avec une attentive gravité le serment officiel du second: Louis Napoléon Bonaparte jura solennellement de rester fidèle à la Constitution, cette Constitution qui l'obligeait de façon formelle à redevenir quatre ans plus tard, un citoyen comme les autres.

L'issue, bien que connue, peut nous apparaître fort ridicule aujourd'hui. Avant l'échéance des quatre ans ce Louis Napoléon Bonaparte, cet aventurier, allait bien entendu mener son coup d'état. Il allait même pousser la plaisanterie, à la fois peut-être comme une superstition mystique, à la fois peut-être comme une préfiguration de son second forfait, à l'accomplir le 2 décembre 1851, jour anniversaire du sacre impérial de 1804, de la victoire d'Austerlitz en 1805, et de son futur sacre impérial donc en 1852.

Comment était-il possible que de telles incohérences ne marquassent pas les observateurs qu'étaient nos philosophes ? Ce 2 Décembre était-il lui-même autre chose qu'une répétition de l'histoire ?

Karl Marx, l'un des premiers, fit un sort à cette analogie en intitulant le Dix-Huit-Brumaire de Louis Bonaparte la suite qu'il donna à son ouvrage, « Lutttes de classes en France ». Le rapprochement pouvait aller plus loin, d'ailleurs. N'avait-on pas revu l'image de ces extrémistes de gauche que l'on appelait " Montagnards " en 1792 ? Pour ce philosophe, ce fut l'ensemble de la seconde République, et non pas seulement son épisode final, qui avait valeur de répétition bouffonne; Ledru-rollin (1843) après Robespierre (1793), comme Badinguet ¹ (surnom de Napoléon III) après Napoléon, c'était la farce après la tragédie.

1) Badinguet : Surnom qui fut attribué à Napoléon III et qui n'était autre que celui le nom de l'ouvrier qui lui prêta ses habits lors de son évasion en 1846 du fort de Ham)

On est aujourd'hui moins sévère, dans la mesure où l'on apprécie mieux ce que la seconde République apporta de nouveau par rapport à la première: on pourrait dire un enracinement. L'idée républicaine déborda les élites intellectuelles, celles des cadres bourgeois et petits-bourgeois organisés en sociétés post- ou néo-jacobines, pour gagner dans quelques régions des sympathies populaires de masse. Cela n'allait d'ailleurs pas sans compliquer le problème pour les plus hésitants à la république, car en gagnant le peuple, l'idée républicaine se combinait nécessairement avec les autres aspirations du peuple, aspirations sociales, aspirations au mieux-être.

Dans l'explosion d'expressions spontanées qui accompagna les insurrections de Décembre, une formule revint souvent: la "bonne", la "bonne république ", " Nous allons ramener la bonne république "... Qu'était-ce dire, sinon que la république qui avait régi la France de mai 48 à décembre 51 en maintenant le peuple dans ses difficultés usuelles de vie n'était pas la " bonne ", pas la vraie, pas la véritable, autrement dit que la vraie république ne pouvait être qu'une république favorable aux petites gens ?

Les enseignements qu'en tirèrent les Français, allaient certes apporter beaucoup plus que ne pouvait alors l'envisager Karl Marx, puisque sa synthèse des événements conduisit ses disciples à faire table rase de toute forme de riches et leurs richesses pour faire renaître des cendres une civilisation nouvelle, belle. Une fois encore, cet homme éclairé dans la perception des hérésies de l'heure, allait donner naissance dans le cœur de beaucoup, à une mise en pratique encore plus hérétique, pour la concrétisation du " bonheur " de chacun. Contrairement aux méthodes socialistes qui auront beaucoup plus de mal à s'imposer par la suite, car plus raisonnables et plus douces dans leur création, **son acharnement à créer un monde idéal marqua pour toujours l'histoire humaine d'une lourde empreinte. Celle-ci peut cependant nous apparaître aujourd'hui comme ayant été nécessaire, par le seul fait qu'elle permis au monde, de mesurer combien il est impossible à l'homme de mettre sur pied par la force, ce que Dieu veut faire par l'Amour !**

Un autre peuple allait prendre le relais au peuple français pour en être le démonstrateur. Un peuple fort miséreux qui plus est, mais un peuple j'en fus témoin, qui était constitués d'hommes et de femmes formidables, et pourtant pas plus intègres que d'autres.

Il est vrai que celui qui est déjà dans la misère, ne risque pas le pire ! Si les Français avaient à se plaindre, il y a maintenant plus de deux siècles, il y a tout juste quatre vingt cinq ans, ce peuple vivait les affres d'une monarchie pas même digne de notre treize ou quatorzième siècle. Son roi ne s'appelait pas roi, mais tsar, qui vient du latin Caesar. **Ils se prétendaient descendants d'Auguste, les oints du Seigneur et recevaient un culte au tsar " adoré ", comme les souverains orientaux.**

Avec 174 millions de sujets et 21 784 000 km² l'Empire russe mi-européen et mi-asiatique constituait en 1914 un monde complexe et original. Le tsarisme était un système de gouvernement dictatorial,[...] difficile cependant à comparer avec la monarchie française de l'Ancien Régime.

La Russie jusqu'en 1905 ne reçut aucune structure démocratique, aucune tradition égalitariste. Dans la lutte contre la domination des Mongols au XV^e siècle, les princes de Moscovie unifièrent la Russie et créèrent un état centralisé et despotique. Issu de la noblesse, le tsarisme continuait à en être le bouclier protecteur tout en la réduisant à un rôle politique relativement négligeable.

Ivan III (dit le Grand)¹ avait épousé en secondes noces Sophie Paléologue, nièce du dernier des empereurs byzantins. Il se proclama " tsar de toutes les Russies " successeur de l'empire byzantin. Autocrate il adopta les rites et le cérémonial de la cour byzantine. Ses armoiries furent également d'origine byzantine : l'aigle bicéphale. De la tradition byzantine les tsars conservèrent non seulement la titulature (ensemble des titres), le cérémonial, les symboles, mais également les méthodes de gouvernement, d'où l'importance des intrigues de cour, du secret, de la bureaucratie, du culte au tsar " adoré ", comme les souverains orientaux.

Jusqu'en 1905, le despotisme tsariste fut total. La famille impériale était nombreuse et constituait la " maison impériale de Russie ". Le tsar était le plus grand propriétaire foncier du pays et à ses possessions privées, s'ajoutaient les " biens d'oudiels ", propriétés d'Etat destinées à entretenir les membres de la famille impériale. Les intrigues de cour jouaient un rôle important dans le gouvernement de l'empire et ce phénomène prit plus d'ampleur encore au début du XX^e siècle sous le règne de Nicolas II. Il eut 46 ans en 1914 et régnait depuis 1894. De valeur médiocre, il ne trouve guère de défenseur de nos jours. **Imbu de son autorité, il concevait son rôle, comme celui d'un despote absolu.**

Dès son avènement, il déclara : " Que chacun sache, que vouant toutes mes forces au bonheur de mon peuple, je défendrai les principes de l'autocratie aussi immuablement que feu mon père, je le proclame ouvertement. " Ce fut une dictature qui ne laissa guère de place pour la moindre des libertés, même la plus formelle.

Aux frontières, une surveillance sévère était exercée sur tous les voyageurs transportant journaux, revues, livres. On coupait des pages de livres jugés subversifs ; on passait sur des articles de journaux, des tampons chargés d'une encre grasse d'imprimerie, saupoudrés ensuite de sable, de façon à ce qu'ils ne soient plus lisibles. On " caviardait " ainsi les informations les plus diverses jusqu'au carnet mondain. On interdisait les textes de Victor Hugo traduits en russe ; les seuls textes originaux étaient autorisés!

Les publications en langues " coloniales ", entendons celles des nationalités non russes de l'empire, étaient assimilées à des publications étrangères. Pour échapper à la censure, on se passait des manuscrits copiés au péril de sa liberté. Un grand nombre d'ouvrages, de journaux, de revues, étaient donc imprimés à l'étranger. Ce fut particulièrement le cas du journal Kolokol (la Cloche), de Herzen, écrivain révolutionnaire russe mort en exil à Paris en 1870. Souvent les auteurs préféraient se censurer eux-mêmes pour éviter les interdictions de publication.

1) Ivan III (dit le Grand) (1462-1505), libéra la Russie de la suzeraineté mongole (1480) et adopta le titre d'autocrate, faisant de lui un souverain absolu. Marié à la nièce du dernier empereur byzantin, nom donné à l'Empire romain d'Orient dont la capitale était Constantinople et qui dura de 395 à 1453, il se voulut l'héritier de Byzance. **Cet empire chrétien et gréco-oriental s'étendait au VI^e siècle sur les Balkans, l'Asie Mineure et le Proche-Orient, de la Syrie à l'Égypte, ainsi que sur le sud de l'Italie, la Sicile et l'Afrique du Nord. Il connut son âge d'or aux Xe et XI^e siècles puis déclina alors que s'imposait un nouvel ordre international dominé par l'Occident latin.**

L'auto-censure était donc devenue la forme la plus pernicieuse de la censure. La lecture de Darwin fut interdite, cependant en 1872 Le Capital de Marx fut autorisé, mais en langue allemande. Le censeur, un peu pressé, n'avait sans doute pas vu malice à une oeuvre fort ardue d'économie politique. Ce fut pourtant le premier obus tiré contre le Palais d'Hiver.

Les arrestations arbitraires étaient monnaie courante, et les condamnations pour délits politiques très lourdes : la prison, la déportation en Sibérie, dans certains cas l'exil pouvaient être prononcés sans jugement, il suffisait pour cela de proclamer l'état de siège. Parfois même, la surveillance policière s'exerçait sur les familles des condamnés, victimes elles-mêmes, dans certains cas, de la répression. Rien ne protégeait l'individu contre l'omnipotence de l'Etat, des bureaucrates et des policiers.

L'église orthodoxe, avec la bureaucratie, la police et l'armée, était l'un des quatre grands piliers du régime. Tous les sujets de l'empire n'étaient certes point orthodoxes ; il y avait les juifs (environ 5 millions), les catholiques de Pologne et des Etats baltes, les musulmans du Caucase et d'Asie centrale, les protestants de Finlande et des pays baltes, mais elle jouissait de très nombreux privilèges. **Elle était une église d'Etat et le tsar était le chef de l'Eglise orthodoxe en tant qu'oint du Seigneur.** Comme l'écrivit à la fin du siècle, le premier conseiller de Nicolas II, Pobiedonostsev : "**L'Etat ne peut se borner à représenter les intérêts matériels de la société, car il se dépouillerait alors lui-même de sa force morale et détruirait son union spirituelle avec la nation ; ce n'est qu'à cette condition que se maintiennent dans le peuple le sentiment de la légalité, le respect de la loi et la confiance dans le pouvoir.**"

Cette église orthodoxe était née en 1054 du schisme de l'église catholique, dont les branches issues de l'Empire byzantin et du Patriarcat de Constantinople s'étaient séparées. Les différences entre l'église catholique et l'église orthodoxe de cette époque, étaient sans doute importantes aux yeux des théologiens, mais pour l'observateur extérieur, elles ne paraissaient pas fondamentales.

Sous la domination de l'ensemble de ce système, le peuple était maintenu dans un très grand dénuement. Les conditions de vie, voir de survie, étaient extrêmement difficiles, en particulier pour les femmes. Comme l'écrivit le grand poète russe Nekrassov au milieu du XIXe siècle, la situation de la femme était particulièrement dramatique, : " Ah! c'est un pauvre lot que ton lot, femme russe! Où trouver plus pénible sort ? Qu'avant l'âge tu sois fanée, rien d'étonnant, Mère du peuple russe apte à tout supporter, Mère souffrant tant de souffrances ! "

La famine restait menaçante et la disette n'était pas rare. La situation sanitaire était catastrophique. On manquait de médecins dans les régions rurales. Les épidémies de typhus, de choléra étaient fréquentes. En 1910, il y eut 185 000 cas de choléra pour tout l'empire. La malaria et la gale sévirent durablement. Par exemple, en 1910, on signala 225 000 cas de malaria dans le gouvernement de Samara, 167 000 dans celui de Saratov, 400 000 cas de gale dans le gouvernement de Viatka.

L'éclat extérieur de la civilisation russe au XIX^e et au début du XX^e siècle, ne doit pas cacher la situation réelle vécue par le peuple, et en particulier le fait que la culture n'était réservée qu'à une infime minorité. **Lénine¹ considérait, non sans raison, je cite : qu' il n'y a plus, nulle part en Europe en dehors de la Russie, un seul pays aussi sauvage, où les masses populaires soient aussi profondément dépourvues d'instruction, de culture et de connaissances générales.**"

Aulard, l'historien français sur la Révolution de 1789, notait justement dans un ouvrage collectif publié en 1922 : L'Histoire des Soviets, "**qu'au point de vue intellectuel, la nuit était plus profonde dans la Russie de 1917 que dans la France de 1789**".

Ce peuple si miséreux allait donc servir d'exemple au monde dans cette tragique utopie, tant dans sa phase « **d'épuration** » que dans celle de mise en pratique dite "**socialiste**" **qui n'arriva jamais**, mais resta jusqu'au dernier souffle sous l'emprise d'un gouvernement autoritaire. Tragique, parce qu'elle commença dans une effusion de sang, d'un sang bien inutile, tout comme 1789 le fut pour la France, mais encore plus peut-être à cause du désœuvrement moral que le système mis en place, produisit dans cette nombreuse population. Elle aussi apporta peut-être à certains une prise de conscience de leur valeur d'homme, mais il est encore trop tôt pour s'en rendre compte. **Ce qu'elle créa par contre, ce sont d'autres bourgeois, pas plus honnêtes assurément que ceux dont parlait Napoléon.**

Un rideau se lève cependant pour l'humanité, et c'est bien évidemment à cela que nous devons regarder. Ce voile de l'Esprit que sont les révolutions de la violence, qui amenèrent ou le premier Empire napoléonien ou le second Empire encore napoléonien ou l'Empire prolétarien. Sans doute devons-nous bannir l'idée qui en ressort et toute forme de révolution, qui ne furent et demeureront que des parenthèses de l'histoire, mais des parenthèses destructrices. Ce qui prévalut sur le socialisme humaniste du « bon sentiment », lui-même limité comme nous le verrons plus loin, n'était autre que l'esprit humain dans toute sa misère. Un esprit souvent dépourvu de bon sens, parce qu'il ne sait reproduire que ce qu'il connaît, alors que ce qu'il connaît n'est autre que ce qui l'imprime, le déforme, le détruit au travers de ses souffrances et de ses peurs.

1) Lénine (Vladimir Ilitch Oulianov, dit), homme politique russe (Simbirsk 1870, Gorki 1924). Il adhère dès 1888 à un cercle marxiste, passe trois ans en déportation en Sibérie (1897-1900) puis gagne la Suisse, où il fonde le journal Iskra et expose dans Que faire ?

(1902), sa conception centralisée du parti révolutionnaire. Celle-ci l'emporte au II^e congrès du P.O.S.D.R. (1903) et les partisans de Lénine forment désormais la fraction bolchévique du parti, opposée à sa fraction menchevique. Fixé un temps à Paris (1908-1911), puis à Cracovie, il retourne en Suisse en 1914 et trace aux révolutionnaires russes leur objectif : combattre la guerre et la transformer en révolution. En avril 1917, il traverse l'Allemagne et rentre à Petrograd, où il impose ses vues au P.O.S.D.R. et aux soviets, et dirige l'insurrection d'octobre. Président du Conseil des commissaires du peuple (oct. Nov. 1917-1924), il fait signer avec l'Allemagne la paix de Brest-Litovsk et songe à l'extension internationale du mouvement révolutionnaire, créant l'international communiste (1919). Mais la guerre civile en Russie et l'échec du mouvement révolutionnaire en Europe l'amènent à se consacrer à la construction du socialisme dans l'U.R.S.S., qu'il fonde en 1922. Après la période du " communisme de guerre " (1918-1921), il adopte devant les difficultés économiques et les résistances intérieures, la Nouvelle Politique économique, ou " N.E.P ". En 1922, Lénine est frappé d'hémiplégie. Homme d'action, il a été aussi un théoricien (Matérialisme et empiriocriticisme, 1909 ; l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1916 ; l'Etat et la révolution, 1917 ; la maladie infantile du communisme, le " gauchisme ", 1920).

L'homme recherche ce qu'il convoite chez les autres, et c'est pour cela que lorsqu'il a reçu l'objet de ses désirs, il l'emploie encore plus mal que celui qu'il jalousait. **Les bonheurs quant à eux, ne sont qu'éphémères et ne nous marquent pas profondément s'ils ne sont pas situés en Dieu. C'est pour cela qu'il est si difficile, jusqu'à impossible de sortir victorieux d'une révolution.** Lorsque, l'homme s'abaisse à suivre ses impulsions charnelles, le piège se referme tôt ou tard sur son auteur, qu'il soit homme ou état.

Ces Philosophes, misaient donc trop sur le seul bon sens et l'intégrité humaine. Pouvaient-ils imaginer que certains d'entre eux, parfois ceux qui apparaissaient comme les plus incorruptibles, étaient justement ceux qui au lendemain se conduiraient à l'opposé même des valeurs qu'ils défendaient si âprement ?

Qu'avaient-ils à leur disposition ces idéalistes d'une civilisation d'équilibre dans laquelle chacun pourrait vivre dans une parfaite harmonie avec son voisin, parce que parfaitement égaux sur le plan social ? Qu'avaient-ils pour différencier les paroles d'un " Jésus ou d'un Judas " ?

Dieu sonde les cœurs et peut donner le discernement à ceux qui le suivent, alors que dans leur dimension de chair ils n'avaient eux que la suspicion à leur disposition. L'homme naturel ne possède pas en lui-même les qualités de base sur lesquelles ces philosophes fondaient leurs théories. Ils ne manquaient pourtant pas de sincérité, et peut-être étaient-ils proches d'un idéal que Dieu veut donner au monde de demain, mais leur procédé de mise en place et leur gestion, n'était pas de dimension humaine. De quoi disposaient-ils, mis à la disposition de chacun et surtout des plus humbles ? **De Dieu ! Mais ils ne le savaient pas !**

Ils ne le savaient pas parce que ceux qui se disaient les dignes représentants de Dieu, avaient donné raison à une monarchie qui serait venue comme de Dieu lui-même. D'un Dieu donc qui aurait recherché et voulu écrasé le faible au profit du toujours plus fort. Lui qui a dit « soyez soumis les uns aux autres », alors que cette soumission sur terre n'existe que dans le sens « dominateurs / écrasés » d'une monarchie vénérée en tant qu'idole, comme si elle était l'image même de Dieu sur terre.

Lui qui a dit « aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimé », quand ceux qui « réussissent » et vont à la messe tous les dimanches, ne sont qu'âpres aux gains, arrivistes et prétentieux, égoïstes, même dominateurs et dédaigneux face à ceux qui ne portent pas de « fruits ». De quels fruits parlent-ils ? Est-ce de la réussite et de la gloire, de la fortune et de la propriété, du toujours mieux pour eux, et plus mal pour les plus pauvres ?

Cette richesse et ces fruits là, disparaîtront bientôt. Dans leur trop bonne volonté humaine et leur condamnation de Dieu, par confusion entre lui et ceux qui se disaient ses représentants, ces hommes sincères qu'étaient nos philosophes n'ont pas regardé à leurs prédécesseurs, les apôtres de Jésus-Christ. Nous ne parlons pas de leur méthode de mise en œuvre qui était opposée, mais du résultat escompté. Ces apôtres dont nous pouvons regarder l'exemple et nous souvenir qu'eux aussi, mais conduits eux, par l'Esprit Saint de Dieu, ont commencé de vivre un début de vie sociale.

Ce premier système, tout comme le suivant fut éphémère, car la religiosité de l'homme n'allait pas tarder à prévaloir sur l'Esprit de Dieu, tout comme dans le second l'égoïsme personnel de l'homme n'allait pas tarder à prendre le pas sur l'intégrité des plus sincères. Disons-nous en cela que Dieu n'a pas fait mieux que l'homme ou réciproquement ? Ou disons-nous tout simplement que ce n'était pas le temps, et que ce temps Dieu l'a laissé pour nous afin qu'un plus grand nombre en bénéficient ?

Nous devons avant tout poser un postula, Dieu n'est pas celui qui veut écraser ou détruire, mais bien celui qui veut nous faire grandir, nous élever à son image, de quelque milieu que nous venions et de

quelque race que nous soyons, nous pouvons tous être ses enfants. Nous seuls lui interdisons ce bonheur ! La théorie est une chose, le résultat en est une autre, et ne sera jamais le même pour celui qui s'abaisse à tuer, plutôt qu'à aimer.

Il est une autre révolution qui monte aujourd'hui et porta, elle aussi le nom de « socialisme », dont nous connaissons le fruit. Nous en avons déjà tous constaté les abominations sur le peuple de Dieu, en la personne des juifs ou encore des tziganes durant la dernière guerre mondiale. Tous se souviennent, sauf leurs bourreaux ! Effrontément, comme seul peut le faire le démon, ils nient l'histoire et la refont à leur façon. Ceux là apparaissent comme fort convaincus et c'est pour cela qu'ils sont convaincants, mais tout comme les masses populaires avaient suivi les bourgeois de 1789, ils sont suivis par des faibles qui souvent croient plus à une religion de l'homme qu'à la véritable foi en Dieu.

D'une façon arrogante, mais dépourvue de sens, ils se placent en victimes des classes déjà rejetées par beaucoup comme Hitler s'en prenait aux juifs, aux infirmes ou aux tziganes. Parce que l'histoire se répète, afin de rendre hommage à tous les persécutés, passés, présent et malheureusement sans doute à venir, nous allons terminer ce chapitre, en prenant le temps de lire un texte de Primo LEVI qui nous parle si bien de l'éloquence humaine et les fléaux qu'elle peut véhiculer.

Nul doute qu'il l'avait appris à ses dépens, mais pourvu que nous sachions tous en tenir compte : **« Tous nous devons savoir, ou nous souvenir que lorsqu'ils parlaient en public Hitler et Mussolini étaient crus, applaudis, admirés, adorés comme des dieux.** C'étaient des "chefs charismatiques", ils possédaient un mystérieux pouvoir de séduction qui ne devait rien à la crédibilité ou à la justesse des propos qu'ils tenaient mais qui venait de la façon suggestive dont ils les tenaient, à leur éloquence, à leur faconde d'histriens, peut-être innée, peut-être patiemment étudiée et mise au point. Les idées qu'ils proclamaient n'étaient pas toujours les mêmes et étaient en général aberrantes, stupides ou cruelles; et pourtant ils furent acclamés et suivis jusqu'à leur mort par des milliers de fidèles.

Il faut rappeler que ces fidèles, et parmi eux les exécuteurs zélés d'ordre inhumains, n'étaient pas des bourreaux nés, ce n'étaient pas sauf rares exceptions - des monstres, c'étaient des hommes quelconques. Les monstres existent, mais ils sont trop peu nombreux pour être vraiment dangereux; ceux qui sont vraiment dangereux, ce sont les hommes ordinaires, les fonctionnaires prêts à croire et à obéir sans discuter, comme Eichmann, comme Hôss, le commandant d'Auschwitz, comme Stangl, le commandant de Treblinka, comme vingt ans après les militaires français qui tuèrent en Algérie, et comme, trente ans après, les militaires américains qui tuèrent au Viêt-nam.

Il faut donc nous méfier de tous ceux qui veulent nous convaincre par d'autres voies que par la raison, autrement dit des chefs charismatiques : nous devons bien peser notre décision avant de déléguer à quelqu'un d'autre le pouvoir de juger et de vouloir à notre place. (...)

Il se peut qu'un nouveau fascisme, avec son cortège d'intolérance, d'abus et de servitude, naisse hors de notre pays pour y être importé, ou qu'il se déchaîne de l'intérieur avec une violence capable de renverser toutes les barrières. Alors, les conseils de sagesse ne serviront que si nous trouvons en Dieu la force de résister : en cela aussi, le souvenir de ce qui s'est passé au cœur de l'Europe, il n'y a pas si longtemps, pourra nous servir d'aide et d'avertissement. »...

En conclusion de ces réalités historiques, nous n'avons fait que confirmer le texte biblique que nous avons cité sur lequel repose tous ces écrits : **l'homme charnel est incapable de faire le bien qu'il voudrait faire, mais pratique le mal qu'il ne voudrait pas faire** (voir Romains 7-18/20).

C'est pourquoi nous allons nous tourner dans le prochain chapitre, vers le domaine spirituel qui a construit notre histoire, celui de notre psychologie charnelle. C'est d'elle que sont nés tous ces conflits et par elle que nous sommes toujours gérés dans notre troisième millénaire, tant que nous ne sommes pas vainqueurs selon Dieu de notre misérable nature humaine.

C'est contre elle et contre son guide que nous devons lutter avec l'aide de Dieu, contre elle que nous devons mener notre réel combat sans nous en condamner réciproquement, alors nous connaissons ce que veut dire, Aimer !

Cet ouvrage ne peut faire l'objet d'aucun commerce. Il est offert à titre gracieux et informateur pour toute adhésion à l'Association :

CHRÉTIENS DE L'ESPOIR, 2 Impasse Saint Jean, **26110 VINSOBRES** - France.

Tél. (+33) 9 54 70 57 37 - Fax. (+33) 9 59 70 57 37 - chretiensdelespoir@free.fr

Siret N° 444 684 427 00016